

Espagne/Politique

Comment Sanchez peut-il éviter de nouvelles élections ?

AFP

Madrid/Espagne

Pour le Premier ministre sortant, les options pour sa reconduction apparaissent bien limitées.

PEDRO Sanchez ne veut pas jeter l'éponge après avoir échoué jeudi à obtenir la confiance des députés espagnols, mais ses options pour être reconduit chef du gouvernement sont limitées s'il veut épargner de nouvelles élections à l'Espagne. Vainqueur des élections législatives d'avril avec 123 députés sur 350, son Parti socialiste (PSOE) est le seul pouvant rallier assez de soutiens pour dégager une majorité. "Je ne jette pas l'éponge, je vais travailler pour que nous ayons un gouvernement au plus tôt", a affirmé Pedro Sanchez au soir de son échec.

Il lui reste deux mois pour le faire, faute de quoi les Espagnols devront retourner aux urnes, pour la quatrième fois en quatre ans. Voici ses options :

• Gouverner seul

Depuis les législatives, Pedro Sanchez demande à gouverner seul, comme il l'a fait depuis son arrivée au pouvoir en juin 2018, en cherchant des appuis au cas par cas. Aucun des autres partis n'a accepté. Il lui faudrait pour cela, pointe le politologue Lluís Orriols, "faire plier un



Photo : AFP/L'Union

Pedro Sanchez a du souci à se faire quant à sa reconduction à la tête du gouvernement.

des partis, soit Podemos (gauche radicale) soit Ciudadanos (libéraux) pour qu'ils s'abstiennent mais en échange de pratiquement rien" lors du prochain vote d'investiture à la Chambre. Une éventualité pratiquement exclue selon lui.

• "A la portugaise"

Autre possibilité, Sanchez propose avec insistance un scénario "à la portugaise". Son homologue socialiste portugais Antonio Costa dirige depuis 2015 un gouvernement minoritaire soutenu de l'extérieur par les communistes et le Bloc de gauche en échange d'un programme commun. Les positions de fond entre socialistes et Podemos sont

en principe assez proches pour parvenir à un programme commun, mais on voit mal la gauche radicale, qui exigeait d'entrer au gouvernement, faire marche arrière.

• Aide de la droite

Le Parti socialiste a de nouveau hier appelé les conservateurs du Parti populaire (PP) et les libéraux de Ciudadanos à s'abstenir, pour lui éviter de dépendre des séparatistes, comme ils le lui reprochent. Le numéro deux du gouvernement Carmen Calvo, leur a reproché "d'être restés les bras croisés sans assumer leurs responsabilités". Mais le président du PP, Pablo Casado, refuse de lui

faire "un chèque en blanc" en lui facilitant la tâche. Quant à celui de Ciudadanos, Albert Rivera, avec qui il avait signé en 2016 un accord de coalition qui aujourd'hui aurait la majorité absolue à la chambre, il refuse carrément de lui parler.

• Coalition de gauche

Resterait le retour à l'option qui a échoué jeudi : une coalition avec Podemos. Les socialistes leur reprochent d'avoir rejeté une offre de ministères qui correspond selon eux à leur poids électoral et à leur inexpérience du pouvoir. "C'est rejeté et ça le reste", a déclaré Mme Calvo, montrant que Pedro Sanchez

n'était pas pressé de reparler à son rival Pablo Iglesias, le chef de Podemos.

"Le problème n'est plus l'accord auquel on pourrait parvenir, c'est surtout un problème de compatibilité. Les deux groupes politiques ne se font aucune confiance", estime l'analyste de Metroscopia Francisco Camas interrogé par l'AFP-TV.

Pour autant, elle reste l'option la moins improbable. Les documents échangés pendant les chaotiques tractations peuvent être "un bon point de départ", souligne Lluís Orriols.

• Nouvelles élections

Si aucun candidat n'est investi le 23 septembre, de nouvelles législatives seront automatiquement convoquées pour le 10 novembre.

"La chose la plus probable que je vois aujourd'hui, ce sont de nouvelles élections, vu le climat" de blocage politique, dit Francisco Camas.

Dans ce cas, l'électorat rappelé aux urnes va se demander à qui la faute et "le plus probable est que l'abstention augmentera", analyse-t-il.

Selon le dernier baromètre de l'institut gouvernemental de sondages CIS, "les politiciens en général, les partis et la politique" sont désormais considérés par les Espagnols comme le principal problème du pays derrière le chômage.

A travers le monde

• Bahreïn/Diplomatie. Manama cherche à changer d'image

Longtemps critiqué pour la répression de la contestation des chiites, le royaume de Bahreïn, dirigé par une dynastie sunnite, cherche à projeter, en s'activant sur la scène internationale, l'image d'un pays ouvert et tolérant, estiment des experts.

• Etats-Unis-France/Diplomatie. Taxe Gafa : Trump dénonce la "stupidité" de Macron

Donald Trump a dénoncé hier la "stupidité" du président français Emmanuel Macron, menaçant de taxer le vin français en représailles à l'imposition d'une taxe française sur les géants américains du secteur des hautes technologies, dite taxe Gafa.

• Italie/Migrants. Salvini en bloque 135 sur un navire des garde-côtes

Le ministre italien de l'Intérieur, Matteo Salvini, exige une nouvelle fois un accord de répartition européen avant de laisser débarquer 135 migrants secourus jeudi soir et désormais bloqués sur un navire des garde-côtes italiens, le Gregoretti.

• Royaume-Uni/Diplomatie. Johnson mis en garde par Paris et Dublin



Photo : AFP/L'Union

La France et l'Irlande ont hier mis en garde le nouveau Premier ministre britannique Boris Johnson, qui a annoncé vouloir renégocier l'accord sur le Brexit, Dublin l'accusant de mettre "délibérément" le Royaume-Uni sur "la voie d'un choc frontal" avec l'UE.

• Syrie/Conflit. Plus de 400 000 déplacés en trois mois d'escalade



Photo : AFP/L'Union

Plus de 400 000 personnes ont été déplacées en trois mois de bombardements du régime syrien et de ses alliés contre une région dominée par les jihadistes dans le nord-ouest de la Syrie, l'Onu dénonçant "l'indifférence" de la communauté internationale face à cette escalade.

France/Hommage

1 400 personnes à une marche en l'honneur de l'enseignant guinéen tué

AFP

Rouen/France

MILLE quatre cents personnes, selon la police, ont participé hier après-midi à Rouen (nord-ouest de la France) à une marche blanche en hommage à Mamoudou Barry, jeune enseignant-chercheur guinéen, tué en fin de semaine dernière près de cette ville lors d'une agression "raciste", a rapporté un correspondant de l'AFP. Plusieurs personnes brandissaient des pancartes avec la photo du jeune homme et l'inscription "A la mémoire de Mamoudou Barry". Un homme s'est enroulé dans le drapeau guinéen, rouge, jaune et vert. D'autres avaient revêtu des t-shirts avec la photo de l'universitaire. "Halte au racisme" et "Justice pour le Docteur Mamoudou Barry", a scandé la foule.

Agé de 31 ans, Mamoudou Barry, père d'un enfant de deux ans, est décédé des suites de ses blessures après avoir été roué de coups dans la rue lors d'une agression qualifiée de "raciste" par ses proches à Canteleu, dans la banlieue de Rouen. Un homme a été interpellé lundi matin, mais sa garde à vue a été levée pour raison médicale et il a été hospitalisé.

Mamoudou Barry avait soutenu une thèse de droit sur les "Politiques fiscales et douanières en matière d'investissements étrangers en Afrique francophone", le 27 juin à Rouen, selon le site de l'Université. L'épouse et le frère de la victime étaient présents hier lors de ce rassemblement, ainsi que le député écologiste européen David Cormand et des élus locaux. "C'était un homme gentil dont les raisonnements al-

liaient rigueur et finesse. Nous avons perdu un homme de très grande valeur. L'université de Rouen n'oubliera pas le Dr Barry", a déclaré Carine Brière, sa directrice de thèse.

"Nous ne tolérerons aucune récupération", a lancé de son côté l'avocat de la famille de la victime, Me Jonas Haddad. "En même temps, nous devons être lucides. Lorsque son agresseur prononce les mots qu'il a prononcés avant de lui asséner les coups mortels, il est à l'origine d'un crime raciste".

"L'horreur incompréhensible du crime survenu à Canteleu ne peut que soulever l'incompréhension. Toute la communauté universitaire s'est émue de ce drame. Le racisme n'a pas sa place à l'université", a déclaré Joël Alexandre, président de l'université de Rouen-Normandie, lisant un message de la ministre française de l'En-



Photo : AFP

"Halte au racisme !", ont voulu faire savoir hier les participants à la marche blanche en hommage à Mamoudou Barry.

seignement supérieur Frédérique Vidal. Environ 300 personnes appartenant à la communauté guinéenne de la région parisienne avaient également fait le déplacement, a indiqué l'avocat. L'association française SOS Racisme, qui s'est portée partie civile dans ce dossier, a appelé de son côté à organiser des rassemblements et des marches

dans les villes de France entre hier et ce dimanche "pour dire non au racisme antinoir et non à toutes les formes de haine raciste". A Conakry, la capitale guinéenne, une centaine de personnes ont aussi manifesté devant l'ambassade de France pour dénoncer le meurtre, avec des pancartes sur lesquelles on pouvait lire "à bas le racisme, non à la violence".